



RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS DE LA HAUTE-MARNE

ANNÉE 2020 – Numéro 47 du 31 Août 2020

SOMMAIRE

PRÉFECTURE DE LA HAUTE-MARNE

DIRECTION DES SERVICES DU CABINET

Service des Sécurités

Arrêté préfectoral n° 52-2020-08-220 du 31 août 2020 portant obligation du port du masque pour les personnes de onze ans et plus, aux abords du groupe scolaire de la commune d'Eclaron-Braucourt-Sainte-Livière p° 3

Arrêté préfectoral n° 52-2020-08-221 du 31 août 2020 portant obligation du port du masque pour les personnes de onze ans et plus, sur la commune de La Porte du Der à l'occasion du marché hebdomadaire de Montier-en-Der p° 6

DIRECTION DÉPARTEMENTALE DE LA COHÉSION SOCIALE ET DE LA PROTECTION DES POPULATIONS (DDCSPP)

Arrêté n°52-2020-08-210 du 28/08/2020 portant sur la composition de la commission départementale d'examen des situations de surendettement des particuliers et des familles p° 10



**PRÉFET
DE LA HAUTE-
MARNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction des services du cabinet

SERVICE DES SÉCURITÉS

Arrêté préfectoral n° 52-2020-08-220 du 31 août 2020
portant obligation du port du masque pour les personnes de onze ans et plus,
aux abords du groupe scolaire de la commune d'Eclaron-Braucourt-Sainte-Livière

La Préfète de la Haute-Marne,
Chevalier de la Légion d'Honneur,
Officier de l'Ordre national du Mérite,

VU le code de la santé publique, notamment son article L. 3136-1 ;

VU la loi n° 2020-856 du 9 juillet 2020 organisant la sortie de l'état d'urgence sanitaire ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

VU le décret n°2020-860 du 10 juillet 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans les territoires sortis de l'état d'urgence sanitaire et dans ceux où il a été prorogé ;

VU le décret n° 2020-944 du 30 juillet 2020 modifiant le décret n° 2020-860 du 10 juillet 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans les territoires sortis de l'état d'urgence sanitaire et dans ceux où il a été prorogé ;

VU le décret du 30 octobre 2018 portant nomination de Mme Elodie DEGIOVANNI en qualité de Préfète de la Haute-Marne ;

VU le courriel de Monsieur le Maire d'Eclaron-Braucourt-Sainte-Livière du 28 août 2020 ;

CONSIDERANT qu'aux termes de l'article 1^{er} du décret n°2020-944 du 30 juillet 2020 susvisé : « I. - Afin de ralentir la propagation du virus, les mesures d'hygiène définies en annexe 1 au présent décret et de distanciation sociale, incluant la distanciation physique d'au moins un mètre entre deux personnes, dites barrières, définies au niveau national, doivent être observées en tous lieux et en toutes circonstances. II. - Les rassemblements, réunions, activités, accueils et déplacements ainsi que l'usage des moyens de transports qui ne sont pas interdits en vertu du présent décret sont organisés en veillant au strict respect de ces mesures. Dans les cas où le port du masque n'est pas prescrit par le présent décret, le préfet de département est habilité à le rendre obligatoire, sauf dans les locaux d'habitation, lorsque les circonstances locales l'exigent ».

CONSIDERANT que l'Organisation Mondiale de la Santé a déclaré, le 30 janvier 2020, que l'émergence d'un nouveau coronavirus (Covid-19) constitue une urgence de santé publique de portée internationale ;

CONSIDERANT le caractère pathogène et contagieux du virus SARS-Cov-2 ;

CONSIDERANT que le Conseil scientifique COVID-2019 recommande le port du masque dans l'espace public en cas de concentration de population ;

CONSIDERANT, d'une part, que le taux d'incidence en région Grand-Est est supérieur à 21 pour 100 000 habitants ; que le taux de positivité dans le département est en constante progression depuis mi-juillet 2020 ; que l'état d'urgence sanitaire a pris fin le 10 juillet 2020 à minuit ; que depuis cette date le taux d'incidence observé par l'agence régionale de santé a triplé dans le département de la Haute-Marne ; que cette évolution du taux d'incidence pour 100 000 habitants caractérise une vulnérabilité élevée du département de la Haute-Marne et rend nécessaire l'édiction de nouvelles mesures de prévention lorsque les circonstances locales l'exigent ;

CONSIDERANT, d'autre part, que Monsieur le Maire d'Eclaron-Braucourt-Sainte-Livière sollicite un arrêté portant obligation du masque dans des zones circonscrites où il fait état de difficultés liées au respect des distanciations physiques ; qu'en effet, les circonstances particulières aux abords du groupe scolaire aux horaires de rentrée et de sortie d'école et l'importance du flux de population qui circule dans cette zone, ne permettent pas, le respect de la distanciation physique nécessaire pour prévenir un accroissement de la circulation du virus SARS-Cov-2 ;

CONSIDERANT l'urgence et la nécessité qui s'attachent à la prévention de tout comportement de nature à augmenter ou à favoriser les risques de contagion, en particulier dans l'espace public à forte fréquentation et, par suite, propices à la circulation du virus ; qu'en outre, une hausse des contaminations et un afflux massif de patients seraient de nature à détériorer les capacités d'accueil du système médical départemental ;

CONSIDERANT que l'intérêt de la santé publique justifie de prendre des mesures proportionnées aux risques encourus et appropriées aux circonstances afin de prévenir et limiter les conséquences et les menaces possibles sur la santé de la population ;

CONSIDERANT qu'il appartient au préfet de prévenir les risques de propagation des infections par des mesures adaptées, nécessaires et proportionnées ;

Sur proposition du Secrétaire général de la préfecture,

ARRÊTE :

Article 1^{er} : Le port du masque est obligatoire pour toute personne de onze ans et plus se trouvant aux abords du groupe scolaire d'Eclaron-Braucourt-Sainte-Livière, dans le périmètre situé entre le 14 et 14 bis rue d'Ambrières, du mardi 1er septembre 2020 au vendredi 11 septembre 2020 aux jours et aux horaires suivants :

- Du lundi au vendredi :
 - Entre 7h00 et 9h00 ;
 - Entre 11h00 et 12h00 ;
 - Entre 13h00 et 14h00 ;
 - Et de 16h00 à 19h00.

Article 2 : L'obligation du port du masque prévue au présent arrêté ne s'applique pas aux personnes en situation de handicap munies d'un certificat médical justifiant de cette dérogation et qui mettent en œuvre les mesures sanitaires, définies en annexe du décret n°

2020-860 du 10 juillet 2020, de nature à prévenir la propagation du virus.

Article 3 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir, devant le tribunal administratif de Châlons-en-Champagne, dans le délai de deux mois à compter de sa publication. La juridiction administrative compétente peut aussi être saisie par l'application Télérecours citoyens, accessible à partir du site www.telerecours.fr.

Article 4 : Conformément à l'article L. 3136-1 du code de la santé publique, la violation des mesures prévues au présent arrêté est punie de l'amende prévue pour les contraventions de la 4e classe et, en cas de récidive dans les 15 jours, d'une amende prévue pour les contraventions de 5e classe ou, en cas de violation à plus de trois reprises dans un délai de trente jours, de six mois d'emprisonnement et de 3750 euros d'amende, ainsi que de la peine complémentaire de travail d'intérêt général.

Article 5 : Le Secrétaire général de la préfecture de Haute-Marne, le Sous-Préfet d'arrondissement, le maire d'Eclaron-Braucourt-Sainte-Livière, le commandant du groupement de gendarmerie départementale, sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Haute-Marne.

Chaumont, le 31 août 2020

La Préfète,



Elodie DEGIOVANNI

Voies et délais de recours : Conformément aux dispositions des articles R 421-1 à R 421-5 du code de justice administrative, le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Châlons-en-Champagne, dans le délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication.

Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr



**PRÉFET
DE LA HAUTE-
MARNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction des services du cabinet

SERVICE DES SÉCURITÉS

Arrêté préfectoral n° 52-2020-08-221 du 31 août 2020
portant obligation du port du masque pour les personnes de onze ans et plus, sur la
commune de La Porte du Der à l'occasion
du marché hebdomadaire de Montier-en-Der

La Préfète de la Haute-Marne,
Chevalier de la Légion d'Honneur,
Officier de l'Ordre national du Mérite,

VU le code de la santé publique, notamment son article L. 3136-1 ;

VU la loi n° 2020-856 du 9 juillet 2020 organisant la sortie de l'état d'urgence sanitaire ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

VU le décret n°2020-860 du 10 juillet 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans les territoires sortis de l'état d'urgence sanitaire et dans ceux où il a été prorogé ;

VU le décret n° 2020-944 du 30 juillet 2020 modifiant le décret n° 2020-860 du 10 juillet 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans les territoires sortis de l'état d'urgence sanitaire et dans ceux où il a été prorogé ;

VU le décret du 30 octobre 2018 portant nomination de Mme Elodie DEGIOVANNI en qualité de Préfète de la Haute-Marne ;

VU l'arrêté n° 52-2020-07-079 du 7 juillet 2020 portant délégation de signature à Monsieur François ROSA, Secrétaire Général de la préfecture de Haute-Marne ;

VU le courriel de Monsieur le Maire de la Porte du Der du 27 août 2020;

CONSIDERANT qu'aux termes de l'article 1^{er} du décret n°2020-944 du 30 juillet 2020 susvisé : « I. - Afin de ralentir la propagation du virus, les mesures d'hygiène définies en annexe 1 au présent décret et de distanciation sociale, incluant la distanciation physique d'au moins un mètre entre deux personnes, dites barrières, définies au niveau national, doivent être observées en tous lieux et en toutes circonstances. II. - Les rassemblements, réunions, activités, accueils et déplacements ainsi que l'usage des moyens de transports qui ne sont pas interdits en vertu du présent décret sont organisés en veillant au strict respect de ces mesures. Dans les cas où le port du masque n'est pas prescrit par le présent décret, le préfet de département est habilité à le rendre obligatoire, sauf dans les locaux d'habitation, lorsque les circonstances locales l'exigent ».

CONSIDERANT que l'Organisation Mondiale de la Santé a déclaré, le 30 janvier 2020, que l'émergence d'un nouveau coronavirus (Covid-19) constitue une urgence de santé publique de portée internationale ;

CONSIDERANT le caractère pathogène et contagieux du virus SARS-Cov-2 ;

CONSIDERANT que le Conseil scientifique COVID-2019 recommande le port du masque dans l'espace public en cas de concentration de population ;

CONSIDERANT, d'une part, que le taux d'incidence en région Grand-Est est supérieur à 21 pour 100 000 habitants ; que le taux de positivité dans le département est en constante progression depuis mi-juillet 2020 ; que l'état d'urgence sanitaire a pris fin le 10 juillet 2020 à minuit ; que depuis cette date le taux d'incidence observé par l'agence régionale de santé a triplé dans le département de la Haute-Marne ; que cette évolution du taux d'incidence pour 100 000 habitants caractérise une vulnérabilité élevée du département de la Haute-Marne et rend nécessaire l'édiction de nouvelles mesures de prévention lorsque les circonstances locales l'exigent ;

CONSIDERANT, d'autre part, que Monsieur le Maire de La Porte du Der sollicite un arrêté portant obligation du masque dans des zones circonscrites où il fait état de difficultés liées au respect des distanciations physiques ; qu'en effet, la tenue du marché hebdomadaire de Montier-en-Der, commune de La porte du Der le vendredi matin entre 6H00 et 13H00 ne permet pas, compte tenu de son lieu d'implantation et des flux de personnes en période estivale, le respect de la distanciation physique nécessaire pour prévenir un accroissement de la circulation du virus SARS-Cov-2 ;

CONSIDERANT l'urgence et la nécessité qui s'attachent à la prévention de tout comportement de nature à augmenter ou à favoriser les risques de contagion, en particulier dans l'espace public à forte fréquentation et, par suite, propices à la circulation du virus ; qu'en outre, une hausse des contaminations et un afflux massif de patients seraient de nature à détériorer les capacités d'accueil du système médical départemental ;

CONSIDERANT que l'intérêt de la santé publique justifie de prendre des mesures proportionnées aux risques encourus et appropriées aux circonstances afin de prévenir et limiter les conséquences et les menaces possibles sur la santé de la population ;

CONSIDERANT qu'il appartient au préfet de prévenir les risques de propagation des infections par des mesures adaptées, nécessaires et proportionnées ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture ;

ARRÊTE :

Article 1^{er} : Le port du masque est obligatoire pour toute personne de onze ans et plus se trouvant dans le périmètre du marché de Montier-en-Der, de la commune de la Porte du Der aux jours et horaires suivants :

- le vendredi 4 septembre 2020 entre 6H00 et 13H00 ;
- le vendredi 11 septembre 2020 entre 6H00 et 13H00.

Article 2 : L'obligation du port du masque prévue au présent arrêté ne s'applique pas aux personnes en situation de handicap munies d'un certificat médical justifiant de cette dérogation et qui mettent en œuvre les mesures sanitaires, définies en annexe du décret n° 2020-860 du 10 juillet 2020, de nature à prévenir la propagation du virus.

Article 3 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir, devant le tribunal administratif de Chalons-en-Champagne, dans le délai de deux mois à compter de sa publication. La juridiction administrative compétente peut aussi être saisie par l'application Télérecours citoyens, accessible à partir du site www.telerecours.fr.

Article 4 : Conformément à l'article L. 3136-1 du code de la santé publique, la violation des mesures prévues au présent arrêté est punie de l'amende prévue pour les contraventions de la 4e classe et, en cas de récidive dans les 15 jours, d'une amende prévue pour les contraventions de 5e classe ou, en cas de violation à plus de trois reprises dans un délai de trente jours, de six mois d'emprisonnement et de 3750 euros d'amende, ainsi que de la peine complémentaire de travail d'intérêt général.

Article 5 : Le secrétaire général de la préfecture de Haute-Marne, le sous-préfet d'arrondissement, le maire de La Porte du Der, le commandant du groupement de gendarmerie départementale, sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Haute-Marne.

Chaumont, le 31 août 2020



Élodie DEGIOVANNI

Voies et délais de recours : Conformément aux dispositions des articles R 421-1 à R 421-5 du code de justice administrative, le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Chalons-en-Champagne, dans le délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication.

Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr



**PRÉFET
DE LA HAUTE-
MARNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction départementale
de la cohésion sociale et de
la protection des populations**

ARRÊTÉ N° 52-2020-08-210 DU 28 AOÛT 2020

Portant sur la composition de la commission départementale
d'examen des situations de surendettement des particuliers et des familles

La Préfète de la Haute-Marne,
Chevalier de la Légion d'Honneur,
Officier de l'Ordre national du Mérite,

VU le Code de la consommation et notamment les articles L712-4 et R712-1 à 12 ;

VU le décret n°2010-1304 du 29 octobre 2010 relatif à la procédure de traitement des situations de surendettement des particuliers et des familles ;

VU l'arrêté préfectoral n° 52-2020-01-146 du 27 janvier 2020 modifié le 25 février 2020 portant sur la composition de la commission départementale d'examen des situations de surendettement des particuliers et des familles,

VU les propositions de l'association française des établissements de crédit et des entreprises d'investissement ;

VU les propositions des associations familiales et de consommateurs ;

SUR proposition du Secrétaire général de la Préfecture,

ARRÊTE :

Article 1 : L'arrêté préfectoral n° 52-2020-01-146 du 27 janvier 2020 modifié est abrogé.

Article 2 : La commission départementale d'examen des situations de surendettement des particuliers et des familles de la Haute-Marne est composée comme suit :

Membres permanents

- La Préfète de la Haute-Marne, Présidente, ou son représentant,
- La Directrice Départementale des Finances Publiques, Vice-présidente, ou son représentant,
- Le Directeur de la Banque de France ou son représentant.

Membres nommés sur proposition de l'association française des établissements de crédit et des entreprises d'investissement :

- Titulaire : M. Bruno JACQUIN, directeur de secteur au Crédit Agricole Champagne Bourgogne,
- Suppléant : M. Alexandre BALANDIER, gestionnaire de clientèle particuliers à la Caisse d'Epargne.

Membres nommés sur proposition des associations familiales et de consommateurs :

- Mme Nadine MALARA , titulaire,
- Mme Nathalie ZIROTTI, suppléante.

Article 3 : Les personnes suivantes sont associées à l'instruction des dossiers et assistent aux réunions de la commission avec voix consultative :

Personne justifiant d'une expérience dans le domaine de l'économie sociale et familiale

- Mme Aline FOURNIER, cheffe de mission politique de la ville à la Direction départementale de la cohésion sociale et de la protection des populations, titulaire,
- Mme Sylvie TAINURIER, conseillère en économie sociale et familiale à la circonscription d'action sociale de Chaumont, suppléante.

Personne justifiant d'un diplôme ou d'une expérience dans le domaine juridique

- Mme Isabelle PAQUIER, responsable du contentieux à la MSA,
- suppléant, à désigner.

Article 4 : La commission est constituée pour une durée de deux ans à compter de la signature du présent arrêté.

Article 5 : Le secrétariat de la commission est assuré par M. le Directeur de la Banque de France et ses services.

Article 6 : M. le Secrétaire Général de la Préfecture de la Haute-Marne, Mme la Directrice Départementale des Finances Publiques de la Haute-Marne et M. le Directeur de la Banque de France sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de la Haute-Marne.

Chaumont, le **28 AOUT 2020**

*Pour le Préfet, et par délégation,
Le Secrétaire Général de la Préfecture*



François ROSNI